

**Québec solidaire**

**Rapport de l'auditeur indépendant et  
États financiers**

**31 décembre 2025**



Paquin  
& associés  
inc.

## Rapport de l'auditeur indépendant

### Aux membres du conseil d'administration de Québec solidaire

#### *Opinion*

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de **Québec solidaire** (« le Parti »), qui comprennent le bilan au **31 décembre 2025** et les états des produits et des charges, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Parti au **31 décembre 2025** ainsi que de ses résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

#### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Parti conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### *Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires*

Conformément à l'article 113 de la *Loi électorale* et selon le *Bulletin B-1* publié en janvier 2015, nous avons également audité les colonnes « Annuelles » et « Électorales » de la catégorie « Parti » de l'annexe Cadre de référence relatif aux sources de financement et à l'utilisation du financement, ainsi que les colonnes « Parti (exercice courant) » et « Parti (exercice précédent) » du tableau I Revenus, du tableau II Dépenses et du tableau III État de la trésorerie présentés en annexe aux états financiers. Les colonnes « Instance » et « Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) » de cette annexe n'ont pas fait l'objet d'un audit.

#### *Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Parti à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Parti ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Parti.

### *Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Parti;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Parti à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Parti à cesser son exploitation;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

\*

Original signé

Société de comptables professionnels agréés

Montréal, le 21 avril 2026

\* Par CPA auditeur permis de comptabilité publique n° A131162

**Québec solidaire**

**États financiers**

**31 décembre 2025**

## **Index**

### **États financiers**

État des produits et des charges	1
Évolution de l'actif net	2
Bilan	3
Flux de trésorerie	4
Notes complémentaires	5 à 8

### **Renseignements supplémentaires**

Produits	9
Ressources humaines	9
Dépenses ayant trait aux élections	9
Administration	10
Coordination de l'action politique	10
Communications et diffusion	10

<b>Annexes I à III</b>	<b>11</b>
------------------------	-----------

État des produits et des charges

Exercice terminé le 31 décembre 2025

	2025	2024
<b>Produits</b> <i>[page 9]</i>	<b>2 985 242 \$</b>	3 340 606 \$
<b>Charges</b>		
Ressources humaines <i>[page 9]</i>	<b>1 485 787</b>	1 316 167
Dépenses ayant trait aux élections <i>[page 9]</i>	<b>17 992</b>	-
Administration <i>[page 10]</i>	<b>414 633</b>	416 853
Coordination de l'action politique <i>[page 10]</i>	<b>595 867</b>	555 021
Communications et diffusion <i>[page 10]</i>	<b>50 201</b>	24 484
	<b>2 564 480</b>	2 312 525
<b>Excédent des produits sur les charges</b>	<b>420 762 \$</b>	1 028 081 \$

Évolution de l'actif net

Exercice terminé le 31 décembre 2025

	Grevé d'affectations internes	Non grevé d'affectations	2025	2024
<b>Solde au début</b>	1 055 401 \$	(318 475) \$	<b>736 926 \$</b>	(291 155) \$
Excédent des produits sur les charges	-	420 762	<b>420 762</b>	1 028 081
	1 055 401	102 287	<b>1 157 688</b>	736 926
Affectations internes <i>[note 7]</i>	405 031	(405 031)	-	-
Utilisation des affectations internes <i>[note 7]</i>	(25 022)	25 022	-	-
<b>Solde à la fin</b>	1 435 410 \$	(277 722) \$	<b>1 157 688 \$</b>	736 926 \$

## Flux de trésorerie

## Exercice terminé le 31 décembre 2025

	2025	2024
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Excédent des produits sur les charges	420 762 \$	1 028 081 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Perte sur disposition d'actifs	4 372	3 108
Amortissement des immobilisations corporelles	11 926	16 167
	<b>437 060</b>	<b>1 047 356</b>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement :		
Créances	(63 315)	436 733
Frais payés d'avance	9 241	(2 599)
Fournisseurs et charges à payer	146 018	449 766
Revenus perçus d'avance	-	(49 965)
	<b>91 944</b>	<b>833 935</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<b>529 004</b>	<b>1 881 291</b>
<b>Activités de financement</b>		
Remboursement des emprunts des électeurs	-	(829 766)
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(14 591)	-
Variation du dépôt de loyer et services publics	8 229	2 500
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(6 362)</b>	<b>2 500</b>
<b>Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>522 642</b>	<b>1 054 025</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début</b>	<b>1 342 892</b>	<b>288 867</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>	<b>1 865 534 \$</b>	<b>1 342 892 \$</b>
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de :		
Encaisse	20 185 \$	223 541 \$
Placement temporaire	1 845 349	1 119 351
	<b>1 865 534 \$</b>	<b>1 342 892 \$</b>

## Bilan

Au 31 décembre 2025

	2025	2024
<b>Actif</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	20 185 \$	223 541 \$
Placement temporaire, au coût	1 845 349	1 119 351
Créances [note 3]	229 782	166 467
Frais payés d'avance	4 333	13 574
	<b>2 099 649</b>	<b>1 522 933</b>
<b>Immobilisations corporelles [note 4]</b>	<b>25 074</b>	<b>26 781</b>
<b>Dépôt de loyer et services publics</b>	<b>7 258</b>	<b>15 487</b>
	<b>2 131 981 \$</b>	<b>1 565 201 \$</b>
<b>Passif</b>		
<b>À court terme</b>		
Fournisseurs et charges à payer [note 6]	974 293 \$	828 275 \$
<b>Actif net</b>		
Grevé d'affectations internes [note 7]	1 435 410	1 055 401
Non grevé d'affectations	(277 722)	(318 475)
	<b>1 157 688</b>	<b>736 926</b>
	<b>2 131 981 \$</b>	<b>1 565 201 \$</b>

Pour le Parti

Original signé

---

 Représentant officiel

## Notes complémentaires

31 décembre 2025

---

### 1. Statut et nature des activités

---

Québec solidaire est un parti politique autorisé par le Directeur général des élections (DGEQ) en vertu du Titre III de la Loi électorale du Québec.

### 2. Principales méthodes comptables

---

#### Référentiel comptable

Le Parti établit ses états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) de la partie III du *Manuel de CPA Canada - comptabilité* et selon les directives du Directeur général des élections en cette matière.

#### Comptabilisation des produits

##### *Comptabilisation des apports*

Les apports sont comptabilisés selon la méthode du report. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

##### *Comptabilisation des autres produits*

Les produits d'activités sont comptabilisés dans l'exercice où l'activité a lieu. Les droits d'adhésion et les allocations du DGEQ sont constatés dans l'exercice auquel ils se rapportent. Les contributions politiques sont comptabilisées sur la base des encaissements.

#### Apports reçus sous forme de services

Le fonctionnement du Parti dépend, en partie, du travail de nombreux membres bénévoles. Du fait que le Parti ne se procure normalement pas ces services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, le travail de ces bénévoles n'est pas pris en compte dans les états financiers.

#### Instruments financiers

##### *Évaluation initiale*

Le Parti évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence à leur juste valeur. Les actifs financiers et passifs financiers qui ont été créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec le Parti qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

##### *Évaluation ultérieure*

Le Parti évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, du placement temporaire et des créances.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des fournisseurs et charges à payer.

#### Estimations de la direction

La préparation des états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif oblige la direction à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs et sur les informations présentées au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date de clôture, ainsi que sur les montants des produits et des charges de l'exercice.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les chiffres réels pourraient différer de ces estimations.

## Notes complémentaires

31 décembre 2025

**2. Principales méthodes comptables (suite)****Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Lorsque le Parti constate des circonstances indiquant qu'une immobilisation corporelle a subi une dépréciation, sa valeur comptable nette est ramenée à sa juste valeur ou à son coût de remplacement. Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative selon les méthodes et les taux annuels suivants :

Mobilier et équipement	20%	amortissement linéaire
Équipement informatique	30%	amortissement dégressif

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique du Parti consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

**3. Créances**

	2025	2024
Directeur général des élections du Québec : Contributions et adhésions	28 102 \$	18 457 \$
Instances du parti	-	14 907
Créances	61 281	52 087
Taxes à la consommation	130 988	81 016
À recevoir de l'Agent officiel	9 411	-
	<b>229 782 \$</b>	<b>166 467 \$</b>

**4. Immobilisations corporelles**

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	
			2025	2024
Mobilier et équipement	49 701 \$	46 203 \$	3 498 \$	6 183 \$
Équipement informatique	104 336	82 760	21 576	20 598
	154 037 \$	128 963 \$	25 074 \$	26 781 \$

**5. Emprunt bancaire**

Le Parti dispose d'une marge de crédit de 300 000 \$ afin de financer les opérations courantes, portant intérêt au taux de base majoré de 4% (4% en 2024). Elle est garantie par les sommes à recevoir du DGEQ. Au 31 décembre 2025, la marge de crédit est inutilisée.

**6. Fournisseurs et charges à payer**

	2025	2024
Associations locales et régionales	- \$	1 222 \$
Fournisseurs et charges à payer	39 394	5 894
Réserves des associations	693 311	628 186
Vacances à payer	84 817	45 884
Salaires à payer	18 576	29 605
Indemnités de départ des employés	106 099	95 540
Indemnité de départ élu.es à payer	29 992	15 710
Retenues à la source à payer	2 104	6 234
	<b>974 293 \$</b>	<b>828 275 \$</b>

Notes complémentaires

31 décembre 2025

**7. Actif net grevé d'affectations internes**

Le Congrès du Parti de 2023 a décidé d'affecter tous les apports reçus à titre d'appariement des contributions et le remboursement des dépenses électorales au financement des élections générales. Les apports reçus à ce titre de 2023, 2024 et 2025 sont réservés en vue du financement des élections générales de 2026, 70% de ce montant est réservé aux circonscriptions et 30% à la campagne nationale. Ces sommes sont inscrites dans le fonds électoral. Également, le Congrès du Parti de 2023 a décidé de réserver le 10% des contributions à un fonds pour l'accessibilité. Le montant affecté en 2025 inclut la somme de 2023 et de 2025. Aussi, en octobre 2025, le Comité de coordination national a décidé de créer un fonds annuel pour services juridiques de 25 000 \$. Au 31 décembre 2025, l'actif net grevé d'affectations se détaille comme suit :

	Solde au 31 décembre 2024	Affectation	Utilisation	Solde au 31 décembre 2025
Fonds électoral	1 003 401 \$	325 698 \$	774 \$	1 328 325 \$
Fonds pour services juridiques	30 000	25 000	-	55 000
Fonds pour l'accessibilité	22 000	54 333	24 248	52 085
	1 055 401 \$	405 031 \$	25 022 \$	1 435 410 \$

**8. Opérations entre apparentés**

Au cours de l'exercice, le Parti a engagé les services contractuels de l'agent officiel dont les frais engagés sont environ de 10 967 \$ pour l'année 2025 (10 944 \$ en 2024). Ces opérations sont inscrites aux services contractuels de l'exercice et sont conclues dans le cours normal des activités selon les tarifs fixés pour ces services.

**9. Engagements contractuels**

Le Parti s'est engagé, en vertu d'un bail pour des locaux se terminant le 31 mai 2027, à payer des loyers mensuels moyens d'environ 6 947 \$. Le solde de l'engagement est de 118 105 \$ au 31 décembre 2025. Les versements pour les prochaines années sont les suivants :

2026	83 368 \$
2027	34 737 \$

**10. Instances de circonscriptions électorales**

Le Parti avait zéro (97 en 2024) instance au 31 décembre 2025. Le Conseil National a décidé de rapatrier les soldes des instances et des associations aux comptes de Québec Solidaire et la fermeture des comptes a été faite en 2024 et 2025.

**11. Instruments financiers**

Le Parti, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante fournit une mesure des risques à la date du bilan, soit au 31 décembre 2025.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour le Parti sont liés aux créances.

Pour les contributions à recevoir, le Parti ne comptabilise à la fin de l'exercice que les montants confirmés par le Directeur général des élections du Québec.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. Le Parti est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent le Parti à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Notes complémentaires

31 décembre 2025

---

**11. Instruments financiers (suite)**

---

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque de ne pas être en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.

Le Parti gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels, ainsi qu'en détenant des actifs qui peuvent être facilement transformés en trésorerie et en gérant les échéances des passifs financiers.

Les fournisseurs et charges à payer sont généralement remboursés dans un délai n'excédant pas 30 jours.

## Renseignements supplémentaires

Exercice terminé le 31 décembre 2025

	2025	2024
<b>Produits</b>		
Adhésions	186 953 \$	255 053 \$
Contributions (3 322 contributeurs)	245 342	231 637
Transferts des instances du parti :		
Inscriptions aux activités politiques	-	55 440
Autres produits	350	9 793
Financement du Directeur général des élections du Québec :		
Allocation régulière	1 888 078	1 848 620
Appariement régulier	250 000	250 000
Remboursement des frais d'audit	13 279	14 654
Financement électoral du Directeur général des élections du Québec :		
Remboursement des dépenses électorales	-	503 401
Transfert des agents officiels	13 898	-
Transfert des instances du parti	152 161	44 482
Activités politiques	107 902	68 642
Revenus accessoires	475	456
Recouvrement de taxes	50 163	39 681
Autres produits	46 641	18 747
Course au porte-parolat	30 000	-
	<b>2 985 242 \$</b>	<b>3 340 606 \$</b>
<b>Ressources humaines</b>		
Salaires et charges sociales	1 462 882 \$	1 279 423 \$
Contractuels	22 925	29 769
Financement et recrutement	(20)	6 975
	<b>1 485 787 \$</b>	<b>1 316 167 \$</b>
<b>Dépenses ayant trait aux élections</b>		
Dépenses électorales attribuables à l'agent officiel	12 656 \$	- \$
Dépenses électorales hors période	5 336	-
	<b>17 992 \$</b>	<b>- \$</b>

## Renseignements supplémentaires

Exercice terminé le 31 décembre 2025

	2025	2024
<b>Administration</b>		
Loyer et entretien du local	110 808 \$	108 180 \$
Assurances et taxes	8 734	8 009
Frais juridiques	1 486	27 123
Audit	30 722	25 294
Services informatiques	169 613	140 005
Communication et publicité	-	495
Développement et entretien informatique	-	3 492
Fournitures et logiciels de bureau	7 021	6 842
Autres frais de bureau	14 203	9 716
Photocopies et imprimerie	1 961	2 405
Courrier et frais postaux	1 496	2 359
Téléphone et internet	2 341	17 432
Allocation et frais de déplacement	14 622	12 540
Intérêts sur emprunts des électeurs	-	12 524
Frais financiers	19 968	20 836
Amortissement des immobilisations corporelles	11 926	16 167
Perte sur disposition d'actifs	4 372	3 108
Mauvaises créances	(351)	326
Honoraires professionnels	15 711	-
	<b>414 633 \$</b>	<b>416 853 \$</b>
<b>Coordination de l'action politique</b>		
Transferts aux instances du Parti	250 344 \$	306 182 \$
Frais de congrès et conseil national	196 922	137 138
Frais de réunions statutaires et ad hoc	50 684	39 276
Évènements spéciaux	6 355	19 955
Frais de campagnes politiques	5 878	1 221
Élection et frais des porte-parole	44 753	19 678
Formation aux membres	17 849	16 861
Actions et mobilisation politiques	12 214	14 444
Dépenses de la réserve pour l'accessibilité	10 868	-
Frais divers d'activités politiques	-	266
	<b>595 867 \$</b>	<b>555 021 \$</b>
<b>Communications et diffusion</b>		
Communiqués de presse et évènements	455 \$	-
Contractuels	-	8 966
Réseaux sociaux et web	2 934	11 673
Publicité	-	3 845
Analyse politique	46 812	-
	<b>50 201 \$</b>	<b>24 484 \$</b>

## Québec solidaire

**CADRE DE RÉFÉRENCE RELATIF AUX SOURCES DE FINANCEMENT ET À L'UTILISATION DU FINANCEMENT**  
*Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3), article 113, bulletin B-1*  
**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025**

SOURCES DE FINANCEMENT					
Financement du directeur général des élections	Référence à la <i>Loi électorale</i>	Parti (audité)		Total pour les entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées
		Annuelles \$	Électorales \$		
Allocations	Section I, ch. II Art. 82, et 82.1	1 888 078,63	0,00	1 888 078,63	67.69%
Revenus d'appariement	Section I, ch. II Art. 82.2	250 000,01	0,00	250 000,01	8.96%
Remboursement des frais de vérification (audit)	Section IV, chap. II Art. 112	13 279,62	0,00	13 279,62	0.48%
Remboursement des dépenses électorales	Tableau I	0,00	0,00	0,00	0.00%
<b>Montant total du financement du directeur général des élections</b>		<b>2 151 358,26</b>	<b>0,00</b>	<b>2 151 358,26</b>	<b>77.12%</b>
Revenus autonomes	Tableau I	638 125,67	0,00	638 125,67	22.88%
Transferts des entités autorisées	Tableau I	149 799,12	0,00	149 799,12	
<b>Montant total du financement du parti</b>		<b>2 939 283,05</b>	<b>0,00</b>	<b>2 939 283,05</b>	<b>100%</b>
<b>Financement total</b>		<b>2 939 283,05</b>			

UTILISATION DU FINANCEMENT					
Dépenses	Tableau II	Parti (audité)		Total pour les entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées
		Annuelles \$	Électorales \$		
Administration courante		1 201 716,36	0,00	1 201 716,36	40.88%
Confection et diffusion de la publicité		250 454,02	0,00	250 454,02	8.52%
Recherche, collecte et analyse de données		216 871,99	0,00	216 871,99	7.38%
Coordination de l'action politique		589 153,11	0,00	589 153,11	20.04%
Transferts aux entités autorisées		0,00	0,00	0,00	
Dépenses ayant trait aux élections		0,00	11 171,97	11 171,97	0.38%
Autres dépenses		249 152,95	0,00	249 152,95	8.48%
<b>Total des dépenses du parti</b>		<b>2 507 348,43</b>	<b>11 171,97</b>	<b>2 518 520,40</b>	<b>85.68%</b>
<b>Dépenses totales</b>		<b>2 518 520,40</b>			
<b>Excédent (insuffisance) du financement sur les dépenses</b>		<b>420 762,65</b>		<b>420 762,65</b>	
<b>Annuelles : 431 934,62 \$</b>					
<b>Électorales : (11 171,97) \$</b>					
<b>Variation du financement en fonction des postes du bilan</b>					
Augmentation (diminution) de la trésorerie	Tableau III		522 268,24		17.77%
Augmentation (diminution) des éléments du fonds de roulement autres que la trésorerie			(91 944,00)		-3.13%
Acquisition (disposition) des actifs à long terme			(9 561,59)		-0.33%
Diminution (augmentation) des emprunts à long terme			0,00		0.00%
<b>Financement total utilisé</b>			<b>2 939 283,05</b>		<b>100%</b>

## Déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce rapport sont vrais, exacts et complets.

25/04/2026

Original signé

Date

Signature

**Québec solidaire**  
**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025**

TABLEAU I : REVENUS			
	Parti (exercice courant) Audité		Parti (exercice précédent) Audité
	\$		\$
<b>REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES</b>			
Avances et remboursements du directeur général des élections	0,00		503 401,39
Moins : Remboursement d'avances excédentaires	0,00		0,00
<b>Total remboursement des dépenses électorales</b>	<b>0,00</b>		<b>503 401,39</b>
<b>REVENUS AUTONOMES</b>			
Contributions	245 341,60		231 637,24
Adhésions (cartes de membres)	186 952,66		255 053,10
Revenus d'activités de financement (revenu de compensation)	0,00		0,00
Revenus d'activités politiques	108 552,00		68 641,50
Revenus accessoires	475,00		455,80
Remboursement TPS/TVQ	50 163,38		39 681,06
Intérêts gagnés	46 641,03		13 277,07
Autres revenus (préciser)	0,00		0,00
Autres revenus (préciser)	0,00		0,00
<b>Total revenus autonomes</b>	<b>638 125,67</b>		<b>608 745,77</b>
<b>TRANSFERTS DES ENTITÉS AUTORISÉES</b>			
Cession du remboursement des dépenses électorales	0,00		0,00
Autres revenus de transferts	149 799,12		109 843,58
<b>Total transferts des entités autorisées</b>	<b>149 799,12</b>		<b>109 843,58</b>

TABLEAU II : DÉPENSES			
	Parti (exercice courant) Audité	Parti Dépenses préélectorales (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité
	\$	\$	\$
<b>ADMINISTRATION COURANTE</b>			
<b>Salaires et charges sociales</b>			
Salaires: Direction générale et personnel d'encadrement	445 369,17		127 189,16
Salaires: Recrutement de membres et financement	40 848,23		10 773,00
Salaires: Personnel administratif et informatique	251 715,45		194 117,24
Charges sociales	184 121,93		53 825,14
<b>Total partiel: salaires et charges sociales</b>	<b>922 054,78</b>		<b>385 904,54</b>
<b>Honoraires et autres rémunérations</b>			
Honoraires et autres rémunérations: Administration	11 623,97		29 769,33
Honoraires et autres rémunérations: Vérification (audit)	30 721,33		25 294,00
Honoraires et autres rémunérations : Juridiques	1 486,00		27 122,96
Honoraires et autres rémunérations: Autres (préciser) Santé et sécurité au travail	33 560,15		344,93
<b>Total partiel: honoraires et autres rémunérations</b>	<b>77 391,45</b>		<b>82 531,22</b>
<b>Locaux et frais afférents</b>			
Loyer	88 052,19		91 889,04
Taxes foncières et assurances	8 733,32		8 008,86
Entretien et réparations	24 478,74		17 862,66
Chauffage et électricité	0,00		0,00
Amortissement des bâtiments et améliorations locatives	0,00		0,00
Perte sur la disposition d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Total partiel: locaux et frais afférents</b>	<b>121 264,25</b>		<b>117 760,56</b>
<b>Fonctionnement</b>			
Télécommunications	2 340,55		17 432,37
Secrétariat et frais de bureau	24 758,71		18 205,22
Location et entretien du matériel	0,00		1 545,24
Frais de déplacement et de représentation	14 622,39		12 539,76
Amortissement du mobilier et du matériel	11 926,00		16 167,23
Amortissement des logiciels et sites Web	0,00		0,00

Total partiel: fonctionnement	53 647,65		65 889,82
Frais financiers			
Intérêts sur emprunts	0,07		12 691,43
Frais de service et d'administration	23 337,70		22 060,78
Total partiel: frais financiers	23 337,77		34 752,21
Autres (préciser) Gain / perte sur disposition d	4 020,46		3 433,75
<b>Total administration courante</b>	<b>1 201 716,36</b>		<b>690 272,10</b>
<b>CONFECTION ET DIFFUSION DE LA PUBLICITÉ</b>			
Publicité - journaux et périodiques	0,00	0,00	0,00
Publicité - télévision	0,00	0,00	0,00
Publicité - radio	0,00	0,00	0,00
Publicité - médias sociaux et Internet	0,00	0,00	0,00
Publicité - objets, écrits ou matériel publicitaire	0,00	0,00	0,00
Diffusion d'un programme politique	455,27	0,00	0,00
Salaires, charges sociales et honoraires professionnels	249 998,75	0,00	0,00
Matériel promotionnel	0,00	0,00	0,00
Relations publiques	0,00	0,00	0,00
Autres (préciser)	0,00	0,00	0,00
<b>Total confection et diffusion de la publicité</b>	<b>250 454,02</b>		<b>405 904,83</b>
<b>RECHERCHE, COLLECTE ET ANALYSE DE DONNÉES</b>			
Sondages et études	0,00	0,00	0,00
Constitution de banques de données, modélisation et optimisation de moteurs de recherche	0,00	0,00	0,00
Développement et acquisition de logiciels et de sites Web	170 060,02	170 060,02	0,00
Services d'appel aux électeurs(-trices)	0,00	0,00	0,00
Autres (préciser) Analyse politique	46 811,97	0,00	0,00
<b>Total recherche, collecte et analyse de données</b>	<b>216 871,99</b>		<b>155 169,61</b>
<b>COORDINATION DE L'ACTION POLITIQUE</b>			
Rémunération : salaires, honoraires et charges sociales	295 051,96		500 680,23
Activités de financement	5 857,99		9 715,07
Activités politiques	266 694,18		196 485,66
Frais de participation : réunions statutaires, congrès, comités (repas, transport, etc.)	50 683,16		47 609,78
Coordination de l'action politique : autres (préciser) Développement organisationnel	865,82		0,00
Dépenses liées à la campagne à la direction	(30 000,00)		0,00
Moins : Remboursement des dépenses de campagne (article 88, 9°)	0,00		0,00
<b>Total coordination de l'action politique</b>	<b>589 153,11</b>		<b>754 490,74</b>
<b>TRANSFERTS AUX ENTITÉS AUTORISÉES</b>			
Transferts des instances au parti / Transferts du parti aux instances	0,00		(9,97)
Cession de la réclamation du remboursement des dépenses électorales	0,00		0,00
Autres dépenses de transfert	0,00		306 181,63
Transferts entre instances	0,00		0,00
<b>Total transferts aux entités autorisées</b>	<b>0,00</b>		<b>306 171,66</b>
<b>DÉPENSES AYANT TRAIT AUX ÉLECTIONS</b>			
Transferts aux agents officiels	0,00		0,00
Dépenses postélectorales	0,00		0,00
Dépenses électorales attribuables aux agent(e)s officiel(le)s	12 656,16		(5 102,00)
Moins : Dépenses remboursées par les entreprises médiatiques	0,00		0,00
Dépenses électorales remboursées par les agent(e)s officiel(le)s	(13 898,26)		0,00
Fermeture du fonds électoral	0,00		0,00
Dépenses ayant trait aux élections : autres (précisez) dépenses préélect non remb	12 414,07		0,00
<b>Total dépenses ayant trait aux élections</b>	<b>11 171,97</b>		<b>(5 102,00)</b>
<b>AUTRES DÉPENSES</b>			
Contributions non conformes d'un exercice précédent	0,00		0,00
Amendes et pénalités	0,00		0,00
Dons, cadeaux, soirées hommage, etc.	687,17		275,74
Autres (préciser) Transferts aux associations	248 465,78		0,00
<b>Total autres dépenses</b>	<b>249 152,95</b>		<b>275,74</b>
<b>Total des dépenses du parti</b>	<b>2 518 520,40</b>		<b>2 307 182,68</b>

**Québec solidaire**  
**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025**

TABLEAU III : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

	Parti (exercice courant) Audité \$	Parti (exercice précédent) Audité \$
<i>Encaisse (découvert d'encaisse)</i>	19 985,00	223 215,21
<i>Petite caisse</i>	200,00	700,00
<i>Placements encaissables sur demande</i>	1 845 349,00	1 119 350,55
<i>Marge(s) de crédit bancaire</i>	0,00	0,00
<b>Total de la trésorerie</b>	<b>1 865 534,00</b>	<b>1 343 265,76</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>522 268,24</b>

**Annexe I**

**Exercice terminé le 31 décembre 2025**

---

**Institution financière où sont déposées les sommes recueillies**

Numéro de  
compte

Caisse d'économie solidaire Desjardins  
155, boulevard Charest Est, bureau 500  
Québec (Québec) G1K 3G6

Caisse d'économie solidaire Desjardins  
155, boulevard Charest Est, bureau 500  
Québec (Québec) G1K 3G6

**Annexe II**

**Exercice terminé le 31 décembre 2025**

---

**Sommes recueillies à l'occasion d'activités ou manifestations à caractère politique**

<b>Date</b>	<b>Activités</b>	<b>Lieu</b>	<b>Montants</b>
Du 5 et 6 avril 2025	Conseil National	412-2177 rue Masson, Montréal	<b>9 500 \$</b>
Du 7 et 8 juin 2025	Conseil National	412-2177 rue Masson, Montréal	<b>10 525 \$</b>
Du 7 au 9 novembre 2025	Congrès National	1000, boulevard René-Lévesque E, Québec	<b>75 125 \$</b>

**Annexe III**

**Exercice terminé le 31 décembre 2025**

---

**Revenus accessoires**

**Montants**

Revenus divers (Objets promotionnels, documentation, évènements)

**475 \$**

---



## Déclarations pour le rapport financier d'un parti autorisé

### Signature et déclaration du représentant officiel ou de la représentante officielle

Je, Angèle Mcclure,  
Prénom Nom

représentant(e) officiel(le) du parti politique autorisé Québec Solidaire,  
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. La sollicitation de contributions n'a été faite que sous ma responsabilité ou par l'entremise des personnes que j'ai désignées par écrit conformément à la *Loi électorale*.
2. Toutes les contributions recueillies ont été versées par des électeurs en conformité avec les dispositions de la section II du chapitre II de la *Loi*.
3. Tous les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti sont inscrits au présent rapport.
4. Toutes les sommes recueillies pour le parti ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti et sont conformes à la *Loi*.
5. Si applicable, toutes les sommes reçues du directeur général des élections ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti.
6. Je confirme que l'allocation a servi à payer les dépenses se rapportant notamment à l'administration courante du parti, à la diffusion du programme politique, à la coordination de l'action politique des membres ou des sympathisants et aux dépenses électorales. L'allocation a également servi à rembourser le capital des emprunts (art. 83).
7. Les prêts obtenus et les cautions signées relativement à ceux-ci sont conformes à la *Loi*. Notamment, lorsque ces prêts proviennent d'un électeur, ils ont été versés à l'aide d'un chèque personnel de celui-ci, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et ils ne feront pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu à l'acte d'emprunt.
8. Toutes les dépenses que j'ai faites ou autorisées, ainsi que celles du ou des délégués, le cas échéant, à l'exception des dépenses électorales, sont inscrites au rapport financier et ont été engagées conformément aux exigences de la *Loi*.
9. Toutes les sorties de fonds ont été acquittées à même le ou les comptes bancaires inscrits au présent rapport financier, à l'exception des dépenses électorales.
10. Aucune dépense n'a été acquittée en argent comptant, à l'exception de celles provenant d'une petite caisse constituée à même le fonds du parti, sous la responsabilité de la représentante officielle ou du représentant officiel.
11. Toutes les dépenses ont été engagées au prix courant du marché. De plus, un reçu de contribution a été remis pour tout bien ou service fourni gratuitement par un électeur, à l'exception du travail bénévole.
12. Les personnes ayant effectué du travail bénévole au sens de l'article 88 (1) au cours de la période l'ont fait personnellement et volontairement, et le fruit de ce travail a été fait sans compensation ni contrepartie.
13. Les renseignements contenus dans le présent rapport ainsi que ses annexes sont vrais, exacts et complets.

Original signé

17/04/2026

Signature de la représentante officielle ou du représentant officiel

le \_\_\_\_\_

Date

## Signature et déclaration de la ou du chef de parti

Je, Carmen Palardy,  
Prénom Nom

chef du parti politique autorisé Québec Solidaire,  
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. J'ai pris connaissance des règles liées au financement.
2. J'ai rappelé aux personnes autorisées à solliciter des contributions leur obligation de respecter les règles liées au financement.
3. J'ai pris connaissance des pratiques de sollicitation de mon parti et je juge qu'elles sont conformes à la *Loi*.
4. J'ai transmis à la représentante officielle ou au représentant officiel toute l'information financière lui permettant de dresser ce rapport.
5. J'ai pris connaissance du rapport et j'ai obtenu tous les éclaircissements requis sur son contenu.
6. Je prends acte de la déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel.
7. Je confirme qu'à ma connaissance, la représentante officielle ou le représentant officiel a réalisé son mandat conformément à la *Loi*.

Original signé

17/04/2026

Signature de la ou du chef du parti

Date